

L'ÉCHO DE PARIS

HENRY SIMOND

DIRECTEUR-ÉDITEUR EN CHEF

VALENTIN SIMOND

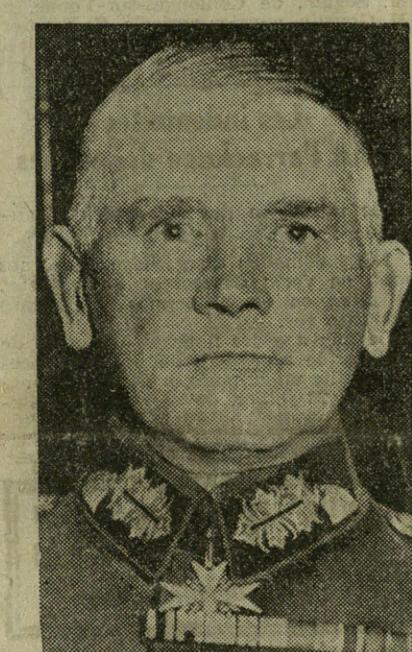
FONDATEUR

Rédaction et Administration : 6, PLACE DE L'OPÉRA (9^e)

Par ses effectifs
et son matériel
l'armée allemande
est la plus puissante
du monde

Pendant que nous traversons ce
triste été de l'année 1936, l'Allemagne
offre un incontestable spectacle
de force et de méthode. A l'intérieur
du pays, l'unité administrative
est réalisée : les grands Etats,
Bavière, Wurtemberg, Bade... et
avec eux l'esprit particulariste,
ont disparu. Sous la main ferme
d'un ministre remarquable, le docteur
Schacht, le pays subit sans
difficultés excessives et du moins
sans récriminations la pression
économique nécessitée par un effort
militaire sans précédent ; patriote et discipliné, le peuple allemand
a compris que nous vivons dans un temps où, suivant la parole
du général Goering, il vaut mieux avoir beaucoup de canons
que beaucoup de beurre. L'avis de
tous les observateurs étrangers qui
reviennent d'outre-Rhin est à peu
près unanime : dans son immense
majorité, l'Allemagne est aujourd'hui
sincèrement ralliée au régime hitlérien ; elle lui est reconnaissante d'assurer à l'intérieur
l'ordre et le calme ; elle lui est at-

Partout les cultivateurs
manifestent leur volonté
de résister aux menées



Le général von Blomberg

tachée davantage encore pour ses succès continuels en politique extérieure.

Depuis six mois, ces succès sont plus marquants encore. L'occupation de la Rhénanie a reporté les armées allemandes aux frontières de l'empire et démontre l'impuissance de l'Europe en face d'un grand pays qui ne craint pas le recours à la force. L'Autriche est réduite à l'état où se trouvait, hier, la Bavière ; elle s'incorpore demain au Reich par un glissement que tout prépare et que nul n'est plus de taille à empêcher. Aux mains des nationaux-socialistes, Dantzig déchire son statut de ville libre. Sous l'influence enfin de la politique sanctionniste, l'Italie s'est rangée aux côtés de l'Allemagne et du coup toute l'Europe centrale se trouve dans le danger imminent d'être entraînée de gré ou de force dans l'orbite du bloc germano-italien. Ainsi, fort de l'union de ses nationaux, le gouvernement hitlérien poursuit avec fermeté un programme bien arrêté de politique intérieure et extérieure.

Cette volonté allemande de travail méthodique s'affirme particulièrement dans le domaine militaire. Malgré une hâte incompréhensible d'arriver rapidement au but qu'il s'est fixé, l'état-major allemand soigne avant tout la qualité de son œuvre. Si pressé qu'il soit d'assurer le commandement des nouvelles unités, il veille à ne pas s'encombrer de cadres recrutés trop précipitamment ; il fait disparaître progressivement les formations militaires auxiliaires qui avaient figuré à côté de la Reichswehr, sous la contrainte du traité de Versailles, ou qui étaient apparues à la naissance du régime national-socialiste.

Le 1^{er} août 1935, le programme annoncé au mois de mars de cette même année par le chancelier Hitler, sous la formule 12 corps d'armée, 36 divisions d'infanterie, était déjà largement amorcé (1). A cette date, l'armée allemande régulière comprenait 10 corps d'armée, 21 divisions d'infanterie, 3 divisions de cavalerie, une division blindée (Panzerdivision).

Général RENE TOURNES.

(Voir la suite à la sixième page)

(1) Voir l'Echo de Paris des 5, 6 et 8 août 1935.

APRÈS LA RÉUNION TRIPARTITE
DE LONDRESL'ALLEMAGNE
est invitée
à une conférence

On a publié, hier, simultanément à Paris, Londres, Bruxelles, Berlin, la note suivante :

Ce matin, l'ambassadeur de France à Berlin, M. François-Poncet, le ministre de Belgique et le chargé d'affaires de Grande-Bretagne à Berlin, ont rendu visite, en l'absence du d'alon von Neurath, à M. Dickhoff, directeur politique de l'Office des affaires étrangères du Reich. Ils lui ont donné officiellement connaissance des conclusions auxquelles sont arrivés, dans la réunion qu'ils ont tenue hier à Londres, les représentants de leur gouvernement.

Ils ont joint le voeu que le gouvernement allemand répondrait favorablement à l'invitation contenue dans ce texte et qu'il fut bientôt possible de fixer, d'un commun accord, une date pour la réunion envisagée.

Sans être en mesure d'indiquer dès maintenant la réponse de son gouvernement, le directeur politique des Affaires étrangères du Reich a laissé entendre aux trois diplomates que leur démarche serait accueillie avec un intérêt sympathique.

Ainsi que l'Italie

Rome, 24 juillet. — Ce matin, à 10 heures, le comte de Chambrun, ambassadeur de France, le chargé d'affaires de Grande-Bretagne et le chargé d'affaires de Belgique, se sont rendus au Palais Chigi, où ils ont été reçus par le comte Ciano, ministre des Affaires étrangères, auquel ils ont présenté collectivement le texte du communiqué de la réunion franco-anglo-belge.

On lira à la quatrième page l'article que « Pertinax » nous a téléphoné de Londres dans la nuit de jeudi.

MM. Blum et Yvon Delbos
ont quitté Londres

Londres, 24 juillet. — Après avoir assisté au déjeuner de l'ambassade de France, MM. Léon Blum et Yvon Delbos ont pris congé de M. Charles Corbin et se sont directement rendus à l'aérodrome de Croydon, d'où ils s'enverront à 16 heures pour Paris.

Les collaborateurs des ministres français partent par le train de 16 heures pour Paris. (Havas.)

A partir du 1^{er} Août
le prix des journaux
sera porté à 30 centimes

La Fédération nationale des journaux français communique :

La commission exécutive de la Fédération nationale des journaux français, qui groupe les syndicats de journaux suivants :

Syndicat de la Presse parisienne; Syndicat des Quotidiens régionaux; Syndicat des Quotidiens départementaux; Syndicat des Journaux d'opinion; Syndicat de la Presse hebdomadaire française; Syndicat de la presse périodique; Syndicat des Directeurs de journaux sportifs;

Réunie le mardi 21 juillet 1936, pris, à l'unanimité la résolution suivante :

Considérant que la presse française n'est pas en état de supporter les charges nouvelles de toutes sortes qui lui incombe;

Considérant, d'autre part, que les recettes de publicité commerciales qui, dans le passé, lui ont permis de se vendre au-dessous de son prix de revient, ne cessent de diminuer de mois en mois, par suite de la crise économique;

Considérant qu'une presse dont les exploitations seraient déficitaires ne pourraient conserver longtemps son indépendance, que cette indépendance, dans un régime démocratique, est la condition essentielle d'une vie normale du pays;

Considérant qu'à un étranger les journaux se vendent à un prix très supérieur au prix français;

Constatant qu'il n'y a pas d'autre solution que l'augmentation du prix de vente;

Décide :

Le prix de vente sera porté à 0 fr. 30 à date du 1^{er} août 1936 ; cette augmentation ne compensant pas, d'ailleurs, la totalité des charges nouvelles, les abonnements seront augmentés dans la même proportion.

Le canon tonne depuis hier soir

Une bataille à l'Est
de Saint-Sébastien

Hendaye, 24 juillet. — De nouveaux renseignements viennent préciser à midi la position des adversaires dans le Nord-Est du Quipuza. Une avancée de rebelles, précédant d'importantes forces venant du Sud, c'est-à-dire de Pamplune, se trouverait actuellement au Sud d'Oyarzun, à 15 kilomètres à l'Est de Saint-Sébastien. Lui faisant face, une première ligne de miliciens du Front populaire défend l'accès des routes de Saint-Sébastien.

Le canon tonne depuis hier soir

Une église de Barcelone détruite
de fond en comble

Sébastien qui s'étaient retranchés dans l'Hôtel Maria-Christina.

Plusieurs rebelles ont été arrêtés.

Saint-Sébastien serait donc entièrement au pouvoir des forces gouvernementales.

Le communiqué ajoute que deux colonnes marchent sur Victoria où l'on s'attend à la reddition incessante des rebelles.

A Saint-Sébastien

Hendaye, 24 juillet. — De nouveaux renseignements viennent préciser à midi la position des adversaires dans les caves de l'ambassade de France

Hendaye, 24 juillet. — L'incertitude

qui régnait à la frontière française

fait place maintenant à une véritable

angoisse touchant la situation des ambassades étrangères établies à Saint-Sébastien.

Les ambassades d'Allemagne, de

Grande-Bretagne et aussi de France

seraient isolées. Dans les caves de

cette dernière se trouvent, paraît-il,

réfugiés de nombreux ressortissants

français et étrangers.

Le contre-torpilleur Indomptable,

de la marine française, est attendu in-

cessamment et une tentative sera faite

dans l'après-midi pour dégager avec

le minimum de risques, ceux qui, de-

puis plusieurs jours, souffrent de cette

tragique situation.

Depuis 11 heures ce matin, on en-

tend à Hendaye le bruit de la canon-

nade en direction de Saint-Sébastien.

Mme Herbette
a franchi la frontière

Hendaye, 24 juillet. — Mme Her-

bette, femme de l'ambassadeur de

France en Espagne, vient de franchir

la frontière dans sa voiture particu-

lier, venant de Fontarabie, sur la

Bidassoa, et où se trouve sa résidence

d'hiver.

Mme Herbette n'a pu donner que

quelques indications imprécises sur

la situation à Saint-Sébastien où se

trouve le représentant de la France

avec les réfugiés.

Mme Herbette n'a pu communiquer,

Le canon tonne depuis hier soir

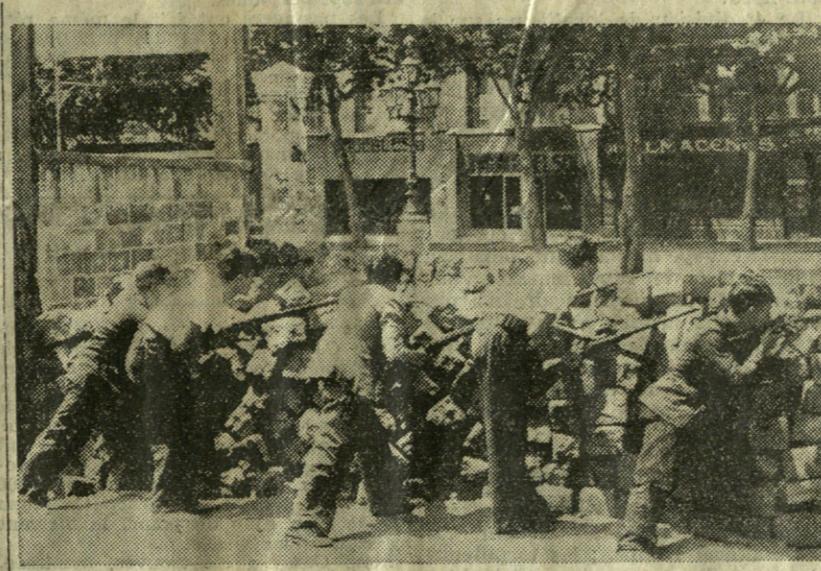
Une barrière, des gardes d'assaut font le coup de feu, en s'abritant derrière

des cadavres de chevaux

Les insurgés annoncent la prise imminente de Madrid

LES GOUVERNEMENTAUX AURAIENT SUBI UNE GRAVE DÉFAITE AU NORD DE LA CAPITALE

Plusieurs unités navales françaises sont parties
pour les ports espagnols d'où elles évacueront nos nationaux



Les documents photographiques qui parviennent en France montrent assez bien que le gouvernement légal n'est guère soutenu que par la population. Ce cliché venant de Barcelone en témoigne, notamment

dans la région, alternant avec la fusillade des armes légères.

Entre Oyarzun et Irún, une deuxième ligne du Front populaire se tient prête à intervenir pour soutenir l'action de la première ligne de choc. On croit également que l'attaque sera tentée cet après-midi. (Havas.)

Les gouvernementaux marchent sur Victoria

Madrid, 24 juillet. — Le ministre de l'Intérieur communique qu'il a capté un radiogramme du gouverneur de Bilbao annonçant que les deux colonnes loyales envoyées de Bilbao, ont réduit les derniers rebelles de Saint-Sébastien, qui s'étaient retranchés dans l'Hôtel Maria-Christina.

Plusieurs rebelles ont été arrêtés. Saint-Sébastien serait donc entièrement au pouvoir des forces gouvernementales.

Le communiqué ajoute que deux colonnes marchent sur Victoria où l'on s'attend à la reddition incessante des rebelles. (Havas.)

A Saint-Sébastien

Hendaye, 24 juillet. — De nouveaux renseignements viennent préciser à midi la position des adversaires dans les caves de l'ambassade de France

Hendaye, 24 juillet. — L'incertitude

qui régnait à la frontière française

fait place maintenant à une véritable

angoisse touchant la situation des ambassades étrangères établies à Saint-Sébastien.

Les ambassades d'Allemagne, de

Grande-Bretagne et aussi de France

seraient isolées. Dans les caves de

cette dernière se trouvent, paraît-il,

réfugiés de nombreux ressortissants

français et étrangers.

Le contre-torpilleur Indomptable, de la marine française, est attendu incessamment et une tentative sera faite dans l'après-midi pour dégager avec le minimum de risques, ceux qui, depuis plusieurs jours, souffrent de cette tragique situation.

Depuis 11 heures ce matin, on entend à Hendaye le bruit de la canon-

nade en direction de Saint-Sébastien.

Mme Herbette n'a pu donner que

quelques indications imprécises sur

la situation à Saint-Sébastien où se

trouve le représentant de la France

avec les réfugiés.

Mme Herbette n'a pu communiquer,

Le canon tonne depuis hier soir

Une église de Barcelone détruite
de fond en comble

Sébastien qui s'étaient retranchés dans l'Hôtel Maria-Christina.

Plusieurs rebelles ont été arrêtés.

tion scandalisée » de M. Léon Blum devint de l'indignation, puis de la fureur, puis de la rage. Ecoutez cette magnifique diatribe en date du 15 mai 1934 :

« Répétons avant tout nos vaines protestations. Il est scandaleux que, sous un régime dit républicain, le gouvernement confisque ainsi le monopole d'un moyen d'expression de la pensée. Il est scandaleux qu'une grande conquête de la science humaine soit avilie jusqu'au point de devenir un procédé de pression spirituelle au service du pouvoir... Il faudra y penser quand nous aurons à rédiger un plan, un programme, un thème de propagande quelconque. La liberté de la radio, la liberté de la presse asservie, devront figurer au premier plan !

Aujourd'hui, M. Léon Blum est au pouvoir. Qu'y a-t-il de changé à ce qu'il considérait, il y a deux ans, comme un scandale ?

Ce n'est pas tout. Le Front populaire a livré le micro aux communistes, aux chefs syndicalistes, voire à des simples militants sans mandat. Des meneurs presque inconnus ont ainsi obtenu le privilège de diffuser leur syntaxe hésitante, leur vocabulaire douteux et leurs idées subversives. Tout cela à nos frais...

Ce n'est pas tout. Le Front populaire a détruit le journal des communistes, aux chefs syndicalistes, voire à des simples militants sans mandat. Des meneurs presque inconnus ont ainsi obtenu le privilège de diffuser leur syntaxe hésitante, leur vocabulaire douteux et leurs idées subversives. Tout cela à nos frais...

Ce n'est pas tout. Le Front populaire, le chef du gouvernement seul se croyait autorisé à utiliser la radio pour des fins politiques, tandis que, sous le président Léon Blum, le moindre ministre se voit reconnaître le droit de mobiliser les postes du réseau national pour s'adresser aux foules invisibles de la T. S. F. La plupart des ministres ont déjà discours une ou plusieurs fois devant le micro. Citons au hasard MM. Vincent-Auriol, Saïengro, Spinasse, Rivière, Monnet, etc.

Ce n'est pas tout. Le Front populaire a détruit le journal des communistes, aux chefs syndicalistes, voire à des simples militants sans mandat. Des meneurs presque inconnus ont ainsi obtenu le privilège de diffuser leur syntaxe hésitante, leur vocabulaire douteux et leurs idées subversives. Tout cela à nos frais...

Et la contradiction ? Et la liberté dont parlait M. Léon Blum. Elles ont existé, c'est vrai, au moment de la campagne électorale, à la demande expresse des socialistes. Mais, dès que le Front populaire a été vainqueur, il s'est empressé de supprimer la contradiction et de confisquer la liberté. L'éloquence transmise par les ondes est une éloquence à sens unique. L'esprit d'exclusion des maîtres de la radio étatiste est allé jusqu'à interdire la diffusion d'un message de l'Alliance française contre la dépopulation. L'utilité publique n'est pas un titre aux yeux de ceux qui régissent les ondes en France. Ou, plutôt, il n'y a qu'une utilité publique : le service du Front populaire.

Nous demandons au protestataire de 1934, au chef d'opposition Léon Blum, si c'est là, oui ou non, un scandale ; si c'est là, oui ou non, « l'avilissement d'une des plus grandes conquêtes de la science au rang d'instrument de pression spirituelle au service du pouvoir » ?

Le scandale des revues de presse

Les discours des ministres et des représentants du Front populaire ont au moins le mérite de constituer une propagande politique ouverte et avouée, c'est-à-dire relativement inféconde, et peut-être même plus irritante qu'effective. Mais la radio d'Etat met au service du pouvoir des procédures plus subtiles ou plutôt — transchent le mot — plus perfides. Exemples : les revues de presse partielles et tronquées.

Pour illustrer ce véritable scandale, rien ne vaut les faits. Voici le tableau de quelques revues de presse radiodiffusées par le poste d'Etat de Paris P. T. T. (pour la politique intérieure seulement) :

Le 16 juillet, les journaux cités par ce poste ont été : *Le Populaire* (très longuement) ; *L'Aube*, dont nos lecteurs connaissent les tendances politiques (longuement) ; *L'Œuvre* et *Le Peuple*, organe de la C. G. T. (longuement) ; *Le Figaro* (quelques lignes) ; *L'Humanité* (presque tout le leader politique) ; enfin *La République* (un passage de l'article de M. Emile Roche recommandant de souscrire à l'emprunt).

Le 19 juillet, la revue de presse de Paris P. T. T. était réduite, pour la politique intérieure, à trois citations seulement : un article du député J.-N. Renaitour (du Front populaire) dans *Le Quotidien* ; une interview de M. Gasnier-Duparc, ministre de la marine, dans *Excelsior* ; un article de M. Léon Archimbaud, autre parlementaire de gauche, dans *Le Petit Journal*. Ce dernier article avait pour titre : « *Le Front populaire, c'est la paix* ».

Trois citations encore le lendemain, 20 juillet, l'une extraite du *Peuple*, l'autre d'*Excelsior*, la troisième de *L'Œuvre*. L'article emprunté à *Excelsior* approuvait les modifications au statut de la Banque de France et l'article cité dans *L'Œuvre* était encore signé de M. Archimbaud, qui est décidément l'enfant chéri du speaker de Paris P. T. T.

Le lendemain, 20 juillet, la revue de presse citait *Le Journal*, *Le Républicain*, *L'Humanité*, *Le Petit Journal* et

Les obsèques de Mgr Le Fer de la Motte

(De notre correspondant particulier)

Nantes, 24 juillet. — Ce matin ont eu lieu les obsèques de Mgr Le Fer de la Motte, qui fut évêque de Nantes de 1914 à 1935. Pour raison de santé il avait démissionné au cours du précédent été.

La levée du corps eut lieu à 9 h. 15 en présence d'une foule énorme, qui suivit le cortège à travers les rues principales de la paroisse de la cathédrale Saint-Pierre.

A 10 h. 30, l'office religieux fut célébré par l'archevêque de Tours, administrateur apostolique du diocèse de Nantes depuis la démission de Mgr Le Fer de la Motte.

Etaient également présents, l'archevêque de Rennes et les évêques de Vannes, Luçon, Saint-Brieuc et Diégo-Suarez ; les coadjuteurs de Quimper et d'Angers. De très nombreuses personnalités assistèrent à la cérémonie. L'inhumation eut lieu l'après-midi dans le caveau des évêques de la cathédrale de Nantes.

Un autocar dans un ravin

Lyon, 24 juillet. — A Dunières (Haute-Loire), un autocar est tombé dans un ravin, faisant un mort et plusieurs blessés graves. Le ravin remontait une côte longeant un ravin de 15 mètres de profondeur et se dirigeait vers St-Etienne quand, brusquement, pour des raisons encore inconnues, il glissa sur la route et vint s'abattre dans le ruisseau au fond du ravin. (Havas.)

Mme Molla à Biarritz

Bayonne, 24 juillet. — On annonce la présence à Biarritz de Mme Molla, femme du général commandant en chef des troupes insoumises du front nord espagnol. (Havas.)

Fermeture de la frontière

Bayonne, 24 juillet. — La frontière française du poste de Danchareng, qui était demeurée ouverte, vient d'être fermée.

Départ d'unites allemandes

Berlin, 24 juillet. — Deux bateaux de guerre allemands sont en route

accompagnés, avaient réveillé sa sœur. Marie-Thérèse étira ses bras, bâilla et fit cette question assez risible : « C'est toi, Aimée ? »

— Bien sûr. Espérais-tu que c'était Alain ?

Cette petite flèche acheva de rendre l'esprit de Marie-Thérèse à la réalité. Elle se dressa sur son sérant et mit ses jambes hors du lit.

Marie-Almée, peut-être pour palier sa taquinerie accourut pour l'embrasser. La grande sœur ne fut pas en reste de tendresse.

— Bonjour ma chérie, lui dit-elle. As-tu bien dormi ?

— Très bien. Et toi aussi ? Pas trop rôvée ?

— J'ai parlé ?

— Non, non. En tout cas je ne t'ai pas entendue. Je dormais.

Derrière la cloison, les jeunes filles entendent leurs parents qui s'agitaient. Leurs besognes différentes étaient tracées d'avance. Marie-Thérèse allait chercher de l'eau à la pompe qui actionnait dans le jardin l'eau d'un puits se ravitaillant à une source car la municipalité de Trenzenez ne fournissait pas l'eau à ses contribuables. Chacun devait se pourvoir. Elle faisait chauffer cette eau pour la toilette générale sur un de ces réchauds à gaz de pétrole qui sont si utiles dans les campagnes où aucune usine ne distribue du gaz de charbon, puis elle faisait le café. Marie-Almée avait comme corvée spéciale d'aller chercher le lait et quel-

quefois du beurre à une ferme distante d'un kilomètre. De cette corvée, le beau temps faisait un plaisir. Après avoir ouvert la fenêtre, la jeune fille constata que la pluie ne menaçait pas mais que la vallée s'emplissait d'un brouillard qui venait de la mer et qui s'étendait rapidement comme une prévision de coton épargné dans le vent.

— On ne verra pas très clair aujourd'hui sur les routes, dit-elle en passant une jupe et un chandail.

Elle mit aussi des souliers car malgré les observations de sa mère, elle soutenait qu'elle ne pouvait marcher avec des sabots.

En bas, elle trouva son père déjà descendu au jardin. Celui-ci après avoir embrassé sa fille lança sa défaillance habituelle : « Il ne va pas enlever une pluie ! »

— Eh bien ! Papa, je t'aiderai à arroser ce soir.

— Et puis il y a ce satané brouillard. Il fait du mal aux arbres fruitiers.

— Oui répondit la jeune fille, ce ne sera pas commode pour aller à Kerminou.

Cette phrase arracha M. Brehal à ses préoccupations climatiques en lui inspirant un autre souci. Il regarda sa fille qui se tenait souriante devant lui et d'une voix basse, presque douce, il dit :

— C'est vrai. Tu vas chez cette dame. Tu es donc bien pressée de t'en aller ?

Certainement, Mademoiselle,

(5) Feuilleton de L'ÉCHO DE PARIS du 25 JUILLET 1936

AU SERVICE DE LA SOUVERAINE

Roman inédit
par
PIERRE SOULAIN

CHAPITRE II

La protectrice

Certes, elle le désirait de toutes ses forces. Et Marie-Almée souhaitait à se rappeler la réponse qu'avait faite son père à la question posée par Mme Brehal. Il avait répliqué un peu : « L'avis du jeune Le Guirec à qui elle s'était confiée, en allant, après un dîner hâtif dont les restes froids de gigot avaient fait les frais, le reconduire à Cos Madec, au départ de l'autocar qu'il devait prendre avec Alain.

Certainement, Mademoiselle,

avait-il répondu avec son air grave, vous avez raison. On doit toujours chercher à s'instruire, à s'améliorer.

Et il avait ajouté, en souriant cette fois, comme on sourit à une perspective agréable :

— Ploudierville n'est pas loin de Saint-Pol. Je pourrai peut-être aller vous voir. J'ai une bicyclette.

Elle s'était tout à coup sentie heureuse de cette phrase. Maintenant, son petit bilan à peu près établi de la journée d'hier, venait la journée nouvelle. D'abord, il semblait faire moins beau que la veille. Pourvu que la pluie ne s'en mêle pas. Ce serait bien désagréable pour aller à Kermilou. Mais elle irait, si vilain temps qu'il fasse ! Cette résolution lui inspira le désir de l'action et bien qu'il ne fut pas tout à fait six heures, elle sortit de son lit, mit ses chaussures, passa son peignoir. Ces derniers mouvements, si légèrement qu'elle les eut

complis, avaient réveillé sa sœur.

Marie-Thérèse étira ses bras, bâilla et fit cette question assez risible : « C'est toi, Aimée ? »

— Bien sûr. Espérais-tu que c'était Alain ?

Cette petite flèche acheva de rendre l'esprit de Marie-Thérèse à la réalité. Elle se dressa sur son sérant et mit ses jambes hors du lit.

Marie-Almée, peut-être pour palier sa taquinerie accourut pour l'embrasser. La grande sœur ne fut pas en reste de tendresse.

— Bonjour ma chérie, lui dit-elle. As-tu bien dormi ?

— Très bien. Et toi aussi ? Pas trop rôvée ?

— J'ai parlé ?

— Non, non. En tout cas je ne t'ai pas entendue. Je dormais.

Derrière la cloison, les jeunes filles entendent leurs parents qui s'agitaient. Leurs besognes différentes étaient tracées d'avance. Marie-Thérèse allait chercher de l'eau à la pompe qui actionnait dans le jardin l'eau d'un puits se ravitaillant à une source car la municipalité de Trenzenez ne fournissait pas l'eau à ses contribuables. Chacun devait se pourvoir. Elle faisait chauffer cette eau pour la toilette générale sur un de ces réchauds à gaz de pétrole qui sont si utiles dans les campagnes où aucune usine ne distribue du gaz de charbon, puis elle faisait le café. Marie-Almée avait comme corvée spéciale d'aller chercher le lait et quel-

quefois du beurre à une ferme distante d'un kilomètre. De cette corvée, le beau temps faisait un plaisir. Après avoir ouvert la fenêtre, la jeune fille constata que la pluie ne menaçait pas mais que la vallée s'emplissait d'un brouillard qui venait de la mer et qui s'étendait rapidement comme une prévision de coton épargné dans le vent.

— On ne verra pas très clair aujourd'hui sur les routes, dit-elle en passant une jupe et un chandail.

Elle mit aussi des souliers car malgré les observations de sa mère, elle soutenait qu'elle ne pouvait marcher avec des sabots.

En bas, elle trouva son père déjà descendu au jardin. Celui-ci après avoir embrassé sa fille lança sa défaillance habituelle : « Il ne va pas enlever une pluie ! »

— Eh bien ! Papa, je t'aiderai à arroser ce soir.

— Et puis il y a ce satané brouillard. Il fait du mal aux arbres fruitiers.

— Oui, oui, répondit-elle avec une gentille indulgence, surtout quand on est comme moi, une petite aventurière.

— Tu vois papa que j'ai raison s'écria Marie-Almée, sans relever l'épithète d'aventureuse.

Et de son allure bondissante elle rentra dans la cuisine pour prendre le pot à lait, puis elle déverrouilla la porte donnant sur la route et sortit, prenant tout de suite à droite, le chemin qui s'enfonçait dans les terres.

Maintenant que son père ne pouvait plus s'y attarder pour en faire un mauvais usage, elle retourna dans sa pensée ce mot d'aventureuse prononcé par sa sœur. Était-elle en effet une folle. Non vraiment, elle suivait de trop près les billevesées de la Perrette de la fable. Heureusement, son pot n'était pas plein sans quoi elle aurait sûrement renversé son lait.

Marie-Almée évoqua en revenant ces pensées, le beau visage franc d'Alain son futur beau-frère et aussi

le profil moins net, plus vague d'un autre jeune homme, Yves Le Guirec qu'elle voyait déjà avec le col bleu et le pompon rouge.

Mais elle ne voulait pas se laisser attendrir, concevoir une vie facile et sans effort. Quand même elle aurait fait le projet d'épouser plus tard un Yves Le Guirec ou un autre marin, ne serait-ce pas son devoir envers ce fiancé, ce marin, qui, lui, mènerait pendant quinze ou vingt ans une vie rude et pleine de périls, de ne pas s'endormir, à l'attendre, en vivant de sa solde et de la retraite des parents. Ne serait-il pas plus heureux de retrouver, dans la joie échappée des permissions, une femme travailleuse et active, améliorant sa situation, gagnant par son travail de quoi doré la future retraite et de quoi élever les enfants sur un plan supérieur à la condition actuelle de la famille ? Car elle gagnerait de l'argent. Elle aurait du talent, des idées. Elle s'établirait. Elle réussirait.

Gagnée par l'enthousiasme de si beaux rêves, Marie-Almée tapa du pied sur le chemin caillouteux. Mais ses yeux tombèrent sur le pot à lait qu'elle tenait à la main et elle s'arrêta pour rire, pour rire aux éclats, comme une folle. Non vraiment, elle suivait de trop près les billevesées de la Perrette de la fable. Heureusement, son pot n'était pas plein sans quoi elle aurait sûrement renversé son lait.

(A suivre.)

L'évacuation des Français en Espagne

Le ministère de la marine communiqua : pour l'Espagne. L'un pour Saint-Sébastien et l'autre pour Barcelone. (Havas.)

Le Djenné rapatrie à Marseille 550 Français venant de Barcelone (De notre correspondant particulier)

Marseille, 24 juillet. — Le Djenné, retour de Barcelone, est rentré au port ce matin, à 9 heures, avec 1.200 passagers, dont 850 Français. Il a fait une traversée sans histoire, par temps calme, bien qu'il

CE QUE L'ON DIT...

La réunion anglo-franco-belge de Londres

Ce qui subsiste de la solidarité anglo-franco-belge du 19 mars

Réaffirmation du principe de l'indivisibilité de la paix

La France et l'Angleterre devant les affaires d'Espagne

Londres, 23 juillet.

Cette réunion anglo-franco-belge de Londres n'aura duré que quelques heures. Une marche aussi rapide s'est effectuée par les négociations très actuellement menées depuis dix jours par les ministères de Londres, Paris et Bruxelles. En réalité, le communiqué était à peu près établi, quand les négociateurs se sont réunis. Leur travail consista seulement à élimer les divergences qui subsistaient encore quant au choix de quelques mots, du reste assez importants.

Pour comprendre ce qui s'est passé, il faut remonter à l'invasion de la zone démilitarisée du Rhin par la Reichswehr, le 7 mars, et à l'accord anglo-franco-belge de Londres du 19. Cet accord comportait trois ordres de dispositions.

1°) D'abord un minimum de zone démilitarisée devait être établi : par exemple, la construction de toutes fortifications (article 42 de Versailles répété à Locarno) devait rester interdite à l'Allemagne. Simultanément devait être négocié un système garantissant la sécurité de l'Europe occidentale et même un règlement général européen ;

2°) Jusqu'à ce que cet accord avec l'Allemagne fut obtenu, l'Angleterre prenait vis-à-vis de la France et de la Belgique l'engagement de défendre leurs frontières contre une attaque non provoquée ;

3°) Si, avec l'Allemagne, la négociation projetée tournait mal, cette solidarité temporaire serait transformée en une solidarité permanente et les conversations d'États-majors seraient étendues en conséquence (lettre du gouvernement britannique à la France et à la Belgique du 1^{er} avril, en exécution des décisions du 19 mars).

Le problème qu'ont résolu aujourd'hui les gouvernements de Paris, Londres et Bruxelles peut être ainsi énoncé. Quatre mois se sont écoulés depuis que l'offre a été faite à l'Allemagne d'entrer en pourparlers et aucun résultat positif, aucun, n'a été obtenu. Le questionnaire britannique remis à Berlin le 6 mai est resté sans réponse. Ce mutisme de l'Allemagne doit-il être interprété comme une fin de non-recevoir définitive — thèse française ? Ou faut-il, au contraire, estimer — thèse anglaise — que notre effort doit être déployé pour déterminer les véritables intentions de l'Allemagne, pour essayer de sauver la paix. D'où l'idée d'une conférence à cinq : Angleterre, France, Belgique, Italie, Allemagne. On sait qu'à Genève, dès le 4 juillet, le gouvernement français a été rendu aux exhortations britanniques. Aujourd'hui, le projet de conférence à cinq a pris forme, mais dans quelles conditions ?

En fait de reconstitution de la zone démilitarisée du Rhin, nous demandons plus rien. A la rigueur, nous réservons nos droits mais nous n'avons plus chance de les faire prévaloir. Sur le fait accompli du 7 mars, une épingle très large et très humide est passée. Parlant du coup hitlérien, le communiqué ne le qualifie pas d'attaquant à la loi internationale, mais simplement « d'initiative allemande ». L'expression est savoureuse. Là-dessus, pas de commentaires. Au fond, pour ce qui est de la zone démilitarisée, nous avons perdu la partie dès le premier jour quand nous n'avons pas eu le courage de mobiliser. Il faut le reconnaître : l'accord du 19 mars n'était là-dessus qu'une sorte d'anachronisme. Seule une action de force peut y rendre efficace.

Qu'est-ce qui subsiste de la solidarité anglo-franco-belge affirmée le 19 mars ? Pour le temps actuel, il ne subsiste officiellement qu'un accord militaire temporaire et défensif. Quant à la solidarité diplomatique, les apparences en sont réduites autant que possible par les Anglais désireux de faire entrer les deux dictateurs dans la conférence et qui redoutent de les voir fuir si la France, l'Angleterre et la Belgique se proclament d'accord au préalable sur le programme de la conférence à cinq. Pourtant si modestement qu'elle soit, la « réunion » d'aujourd'hui — le terme de conférence a été soigneusement évité — est quand même une manifestation. Cette manifestation sera soulignée par les démonstrations parallèles des ambassadeurs de France, d'Angleterre et de Belgique, à Berlin et à Rome, chargés de remettre à la Wilhelmstrasse et au Palais Chigi le communiqué final.

La solidarité anglo-franco-belge définie le 19 mars prendra pleine vigueur si, avec l'Allemagne, rien ne peut être conclu. M. Léon Blum, est après-midi, a posé la question, mettant en relief les sacrifices au point de vue anglais consentis par la France, mais aussi dans l'ordre politique. Du côté anglais, il a été reconnu que le jour où il serait « honnêtement » constaté que les pourparlers ne peuvent pas aboutir, les engagements du 19 mars seraient appliqués, que la solidarité des trois Etats deviendrait plurielle et effective. La phrase du communiqué où est dénoncé l'inconvénient de diviser l'Europe en deux blocs, quoique de forme assez équilibrée, peut être interprétée dans ce sens.

Mais voici le point capital. La négociation avec l'Allemagne sera-t-elle réputée avoir réussi si le gouvernement hitlérien, disposé à entrer dans un système de sécurité mutuelle sur le Rhin, à l'ouest, s'oppose par contre à toute assistance mutuelle à l'est, c'est-

LES HEUREUX EFFETS DE LA SOLIDARITÉ PAYSANNE

La moisson se poursuit sans incident en Picardie

(De notre correspondant particulier)

Amiens, 24 juillet. — Les travaux de la moisson se poursuivent sans incident grâce à l'attitude énergique des agriculteurs, qui ont manifesté leur intention de se défendre contre les manœuvres odieuses des révolutionnaires, toutefois sans succès.

Les soixante agriculteurs de la Seine-Inferérieure et de la Meuse venus, dans un bel état de solidarité, aider leurs collègues picards participent activement à la moisson. On ne signale aucune manifestation des grévistes auxquels, sans aucun doute, l'attitude résolue des agriculteurs a donné à réfléchir.

Actuellement, les délégués du syndicat patronal et ceux du syndicat ouvrier des cantons de Ham et de Nesle, réunis à la sous-préfecture de Péronne, poursuivent leurs pourparlers afin de rechercher les bases d'un accord qui mettra fin au conflit.

Un communiqué du comité de défense paysanne

Le comité central de défense paysanne communique :

Une série de réunions vient d'avoir lieu dans le Nord, organisées par le Comité de Défense Paysanne du Nord, avec le concours de M. Jean Bohon, président du comité central de défense paysanne et de M. Félix Dessoliers, secrétaire général des Jeunesse Paysannes.

Ces réunions de Merville, Saint-Venant, Vieux-Berquin, Ellingham, Englos et La Bassée ont réuni plus de six mille agriculteurs dont un très grand nombre d'ouvriers agricoles qui ont manifesté très nettement leur mécontentement de vivre des ouvriers étrangers se mêlant à la ferme, avec le foyer et ses dépendances.

Le Bassee, en particulier, le syndicat des ouvriers agricoles a signifié aux représentants de la C.G.T. que si cette organisation insistait, ses camarades recevraient les délégués à coups de fourches dans le ventre.

Les assistants ont approuvé les doctrines de la Ligue des Paysans et son programme de revendications et ont acclamé le nom de Henry Dorgères.

AU SENAT

La lente discussion du projet de l'Office du Blé

Le Sénat a continué, hier matin, la séance, la discussion du projet de l'Office du blé en adoptant l'article 5 relativement à l'échelonnement des livraisons de blé, et s'est ensuite arrêté longuement à l'article 8 qui fixe le prix du blé à la production. Les réponses du ministre aux questions qui lui sont posées témoignent de son incertitude, car il faut tenir compte des conditions variables de la production. Pour M. Georges Monnet la seule solution est le prix national corrigé par les prix de transport.

Deux amendements avaient été déposés : l'un par M. Raynaldy, établissant que le prix du blé serait fixé pris au domicile du vendeur et non logé, et repoussé, après pointage, par 150 voix contre 109. Un autre, de M. René Courte, précisant que la majoration du prix du blé, à dater du 1^{er} septembre, ne pourrait en aucun cas être inférieur à 140 francs les 100 kg, l'est également par 175 voix contre 109.

Enfin l'article 6 est adopté avec un nouvel allié disant que la majoration du prix d'après un barème du Comité central s'appliquera au blé de qualité moyenne et marchande.

Adoptés ensuite sans difficulté les articles 7, concernant la déclaration des récoltes et des embouvoirs, et 7 bis, la répartition du bailler et des métayers.

Et voilà l'article 8. Il s'agit de la quantité de blé qui devra être importée pour faire face aux besoins de l'an prochain.

Un amendement de M. Fallières demande au cultivateur, en faveur de qui les prix vont être relevés, d'alimenter, par ses versements, une Caisse de compensation instituée à l'Office du blé.

L'Office fixera le taux des prélevements en même temps que la quantité des exportations, et ce sont les coopératives qui percevront. Les prélevements ne seront opérés que sur le blé réellement acheté par l'Office pour la consommation nationale.

Cet amendement donne lieu à une discussion aussi longue qu'anémie et qui nécessite le renvoi de l'amendement à la commission.

Après quoi, la séance est levée et renvoyée à 15 heures.

La réforme de la Banque de France a été votée au Sénat

Voici la fin de la séance de jeudi au Sénat, au cours de laquelle a été discuté et voté (avec des remaniements importants) le nouveau statut de la Banque de France.

Après le discours de M. Vincent-Alain, la Haute Assemblée entend M. Jules Caillaux qui énuméra les points améliorés par la Commission sénatoriale des finances et analysa chaque paragraphe du projet.

Ce que la Commission des finances accepte, en somme, c'est la suppression du conseil des Régents et l'abrogation de l'obligation faite au gouvernement de posséder un certain nombre d'actions. Par contre, elle repousse la disposition qui frappait les anciens gouverneurs d'une sorte d'incapacité à vie, elle diminue la représentation de l'Etat au Conseil général dans lequel elle introduit deux représentants des actionnaires et elle retire au gouvernement la possibilité de modifier par décret « les lois de l'escroquerie et du portefeuille ».

Napoléon dit M. Caillaux, a voulu que la Banque de France ne soit pas une Banque d'Etat. Nous maintenons ce principe intégralement.

Un seul point souleva quelque discussion : l'amendement de M. Babaud-Laroche, qui est en réalité le texte de la commission des finances. Il suffit d'en citer les premières lignes pour en imaginer l'économie générale.

La Banque est administrée par 20 conseillers et surveillée par 3 censeurs. Le gouverneur, les sous-gouverneurs, les conseillers et les censeurs forment le conseil général. Les censeurs y ont voix consultative.

Deux conseillers sont pris parmi les actionnaires : neuf représentent les intérêts économiques et sociaux, neuf représentent les intérêts collectifs de la nation.

M. Lemery voulut faire supprimer le représentant du personnel de la Banque et M. Coucoureux voulut faire ajouter un représentant de la Confédération des travailleurs chrétiens. Ces deux amendements furent repoussés.

Le débat sur le texte de la commission fut adopté par 173 voix contre 113 et l'ensemble du projet par 196 voix contre 77.

Mais il va sans dire que le texte devra revenir au Palais-Bourbon où le Front populaire ne trouvera peut-être pas à son goût toutes les modifications du Sénat.

La carte d'identité des journalistes professionnels

La commission paritaire instituée par la loi du 29 mars 1935 et par le décret du 17 janvier 1936 pour la délivrance de la carte d'identité professionnelle des journalistes s'est réunie au siège du Syndicat de la Presse Parisienne, sous la présidence de M. Georges Bourdon, vice-président, remplaçant M. Henry Simon, empêché.

La commission a examiné environ cinquante dossiers et a procédé à l'attribution des cartes.

Les services de la carte professionnelle fonctionnent. 5, rue Coq-Héron, doivent être demandées les formulaires réglementaires pour l'établissement des dossiers.

La carte d'identité des journalistes professionnels

La commission paritaire instituée par la loi du 29 mars 1935 et par le décret du 17 janvier 1936 pour la délivrance de la carte d'identité professionnelle des journalistes s'est réunie au siège du Syndicat de la Presse Parisienne, sous la présidence de M. Georges Bourdon, vice-président, remplaçant M. Henry Simon, empêché.

La commission a examiné environ cinquante dossiers et a procédé à l'attribution des cartes.

Les services de la carte professionnelle fonctionnent. 5, rue Coq-Héron, doivent être demandées les formulaires réglementaires pour l'établissement des dossiers.

La carte d'identité des journalistes professionnels

La commission paritaire instituée par la loi du 29 mars 1935 et par le décret du 17 janvier 1936 pour la délivrance de la carte d'identité professionnelle des journalistes s'est réunie au siège du Syndicat de la Presse Parisienne, sous la présidence de M. Georges Bourdon, vice-président, remplaçant M. Henry Simon, empêché.

La commission a examiné environ cinquante dossiers et a procédé à l'attribution des cartes.

Les services de la carte professionnelle fonctionnent. 5, rue Coq-Héron, doivent être demandées les formulaires réglementaires pour l'établissement des dossiers.

Les agriculteurs du Nord manifestent énergiquement leur volonté de défendre leur patrimoine menacé par les agitateurs révolutionnaires

(De notre correspondant particulier)

Lille, 24 juillet. — Quatre mille agriculteurs appartenant à la Fédération agricole, d'une part, et d'autre part, les délégués des ouvriers adhérents à la C.G.T. se sont réunis hier à Lille.

Voici l'ordre du jour voté par les cultivateurs :

« Les quatre mille cultivateurs réunis à l'occasion d'une assemblée générale extraordinaire de la Fédération agricole du Nord de la France, ayant eu connaissance des grèves et occupations de fermes qui ont eu lieu de-ci-de-là et de nouvelles mesures de grèves qui sont faites par la C.G.T. et T. G. T., rappellent que la plupart des agriculteurs, dans la proportion de 90 %, occupent au maximum un ou deux ouvriers ; envoient leur salut communal et de profonde estime à tous les ouvriers de la terre, dont ils partagent le sort et avec lesquels ils travaillent tous à coude tout le long de l'année pour produire des récoltes mal payées ; ils confirmant leur volonté d'améliorer dans toute la mesure de leurs moyens les conditions de vie de leurs collaborateurs ; protestent énergiquement contre les mesures d'individus étrangers à tout travail des champs ; demandent à l'autorité de défendre la propriété des cultivateurs et la liberté d'exploitation ; déclarent que la ferme, avec le foyer et ses dépendances, la récolte, fruit du dur labour de toute l'année, sont choses sacrées et doivent être préserveres contre les incursions des gens du dehors ; s'engagent, comme il est de leur devoir, à s'entre-aider pour la rentabilité de la récolte et, si les forces constitutives de l'autorité responsible manquaient à leur devoir, à repousser les envahisseurs par tous les moyens à leur portée. »

Le Bassee, en particulier, le syndicat des agriculteurs agricoles, a cessé le travail ce matin après avoir occupé l'usine pendant la nuit. Le maire, après d'actifs pourparlers, a fait évacuer l'établissement, dont un piquet de grévistes garde l'entrée. Des arbitres ont été sollicités pour mettre fin au conflit.

A Angoulême, les grèves de l'imprimerie et du bâtiment persistent.

Le conflit du bâtiment persiste à Lyon.

Lyons, 24 juillet. — Hier après-midi, les ouvriers du bâtiment ont tenu un meeting à la Bourse du Travail et ont décidé de continuer la grève.

(Havas.)

Nouvelles grèves et occupations d'usines en Charente

Angoulême, 24 juillet. — Le personnel de l'usine Chaignac, fabrique de draps et de feutres de La Rochebeaucourt (Charente) a cessé la grève ce matin après avoir occupé l'usine pendant la nuit. Le maire, après d'actifs pourparlers, a fait évacuer l'établissement, dont un piquet de grévistes garde l'entrée. Des arbitres ont été sollicités pour mettre fin au conflit.

A Angoulême, les grèves de l'imprimerie et du bâtiment continuent.

A Cognac, 350 chômeurs sont enrôlés dans le bâtiment. (Havas.)

Le conflit du bâtiment persiste à Lyon

Lyon, 24 juillet. — Hier après-midi, les ouvriers du bâtiment ont tenu un meeting à la Bourse du Travail et ont décidé de continuer la grève.

(Havas.)

...et à Lure

Lure, 24 juillet. — Les entrepreneurs n'ayant pas accepté leurs revendications, les ouvriers du bâtiment ont fait grève ce matin. (Havas.)

Un accord général est signé entre les agriculteurs de Thionville

(De notre correspondant particulier)

Thionville, 24 juillet. — Imitant les agriculteurs de Meurthe-et-Moselle, les agriculteurs de la région de Thionville viennent de signer une importante réunion, au cours de laquelle ils ont adopté l'ordre du jour suivant qui a été transmis à l'ordre du jour précédent :

« Les agriculteurs de l'arrondissement de Thionville-Est, réunis dans leur comité élargi par un chiffre important

Les Idées et les Faits

Le gouvernement français a-t-il fourni des armes au gouvernement espagnol ?

Tout semble prouver que le gouvernement de M. Léon Blum, au mépris des intérêts de la France, et seulement soucieux de favoriser les révolutionnaires espagnols, a décidé de fournir des armes à ces derniers.

On sait que M. Dommange a demandé à interroger ce sujet. Interviewé par *L'Ami du Peuple*, le député du 7 a fait connaître ses intentions :

Je poserai la question au gouvernement : « Est-il vrai que la France ait ravalier en armements et en munitions le gouvernement espagnol ? »

Si non, nous nous inclinerons.

Mais si la réponse est affirmative, comme il semble bien qu'elle doive l'être, alors nous tirerons les déductions qui s'imposent. Je crois qu'on admettra difficilement que dans le pays qu'il gouverne, un conflit d'ordre strictement étranger à son attention, qui n'a d'autre caractère que celui d'une lutte intérieure qui ne regarde qu'auchan que la France.

Il est trop évident que si les rebelles deviennent vainqueurs les maîtres gouvernementaux de l'Espagne, dans quelle position diplomatique nous trouverions-nous vis-à-vis de ce pays qui garderait forcément le souvenir de notre intervention. « malencontreuse », alors que nous n'avons rien à gagner dans le cas contraire ?

Le gouvernement de M. Léon Blum serait-il pas alors grandement faibli de l'orientation que l'Espagne pourrait prendre dans sa future politique extérieure ? C'est là un danger auquel il faut songer. Le fait que la France lui ait commandé les événements de l'Espagne blesse fortement le bon sens français.

Une autre question se présente à l'esprit. Est-ce que le gouvernement de Front populaire sera le fourrier de la révolution communiste en Europe ? Vai-t-il, par sa dangereuse phobie, nous isoler davantage et nous désigner comme un foyer d'agitation aux peuples qui semblent encore vouloir la paix ?

Pour le ravalieralement, poursuit l'éminent député de Paris, qui aurait été accordé en Espagne à l'un des parts en cause, je sais l'objection qui me sera faite par les communistes :

M. Pierre Dominique, dans *La République* :

Ah ! N'avons-nous pas assez d'embarra sans nous en mettre de nouveaux sur les bras ? Une expédition contre Franco ? Cela rappelle Clemenceau et son expédition contre Odessa et Sébastopol. Stupide et criminel ce débarquement-là. Toute opération qui lui ressemblerait seraient un nouveau crime.

On nous reproche déjà de fournir à pleins camions et à pleins bateaux — et quasi officiellement — avec nos conseils et nos vœux et l'affirmation de notre solidarité des armes au gouvernement espagnol, armes que d'ailleurs prennent les révoltes à moins que ce ne soient les anarchistes de Barcelone.

C'est vrai qu'on ne l'est pas, mais c'est dit dans toute l'Espagne. Qu'un gouvernement fasciste prenne le pouvoir depuis Madrid et nous sentirions les effets de la chose ou du bruit qui en est.

M. Léon Blaibl, écrit dans *Le Jour* :

C'est dans cette lutte tragique d'un peuple contre ses ennemis que la France officielle, par l'entremise de Blum et de Pierre Cot, n'a pas craint d'engager à son tour en fournit des armes aux ennemis contre leurs victimes.

Nous pensons : « Les journaux extrémistes ne souffrent mot de cette commande de guerre de l'Espagne au cabinet français. Ils sont cependant, et pour cause, bien renseignés. Faut-il que le mystère soit nécessaire à la monstrueuse opération qui se prépare ? »

L'opération commandée est le 20 juillet. Elle a été réalisée depuis hier. Et la situation qui toujours jusqu'à présent parle, par sagesse, par sentiment de son honneur, a gardé sa neutralité dans de tels conflits intérieurs, où vraiment elle n'a rien à faire, la France gouvernementale s'est fait payer la livraison au Front populaire espagnol de deux trains entiers de munitions qui ont roulé toute cette nuit vers Marseille.

Elle s'est fait payer les fusils, les mitrailleuses et les canons. Elle s'est fait payer les avions, sans oublier les obus à gaz asphyxiants qui vont être déversés par tonnes dans les populations innocentes, dont l'espérance que cette attaque sera pourra arrêter encore les nationalismes espagnols dans leur course irrésistible sur Madrid.

Un tel acte commis par le gouvernement Blum ou nom de la France n'est pas seulement honteux ; il est stupide. Car en admettant même qu'une moitié de l'Espagne soit déjà soviétisée, ce qui est faux, l'autre résiste et défend sa chance de nation libre. A-t-on, chez Blum et chez Cot que leur passion conduit et qu'elle trompe, a-t-on calculé que la victoire des nationalismes espagnols n'est plus impossible et que si ces derniers triomphent avant trois jours, ils seront en droit de considérer notre pays comme leur propre ennemi ?

Et si, par malheur, des difficultés nous tombent du côté de l'Est, seuls nous devons desormais d'immobiliser six divisions à la frontière pyrénéenne, pendant qu'en Lorraine une agression boursouflée réclamerait notre effort !

Les événements d'Espagne nous font horreur. Nous n'avons pas à savoir si l'armée, suivie par des masses payantes, a eu tort ou a eu raison de vouloir mettre fin par la révolution à un régime sous le règne duquel chaque jour, depuis des mois, une moyenne de vingt Espagnols tombaient de part et d'autre, assassinés. Toute insurrection est condamnable. Toute agression fratricide est odieuse. Nous n'avons pas à savoir non plus si le gouvernement espagnol a eu tort ou raison d'arrêter les masses ouvrières pour défendre le régime que le peuple s'était donné et qui avait pour tâche d'accomplir les réformes que les gouvernements précédents avaient eu le tort de ne pas réaliser. Tous les gouvernements qui se laissent dépasser par les mouvements de rue et qui les excite est responsable du sang versé. Il nous émeut, il nous émeut. Un tel acte commis par le gouvernement Blum ou nom de la France n'est pas seulement honteux ; il est stupide. Car en admettant même qu'une moitié de l'Espagne soit déjà soviétisée, ce qui est faux, l'autre résiste et défend sa chance de nation libre. A-t-on, chez Blum et chez Cot que leur passion conduit et qu'elle trompe, a-t-on calculé que la victoire des nationalismes espagnols n'est plus impossible et que si ces derniers triomphent avant trois jours, ils seront en droit de considérer notre pays comme leur propre ennemi ?

Et si, par malheur, des difficultés nous tombent du côté de l'Est, seuls nous devons desormais d'immobiliser six divisions à la frontière pyrénéenne, pendant qu'en Lorraine une agression boursouflée réclamerait notre effort !

Un silence éloquent

A remarquer que la presse de gauche était muette, d'un bout à l'autre, sauf *La République* que nous avons citée, sur la livraison d'armes au gouvernement espagnol. Ce silence est un aveu.

Pauvre Espagne

La Gazette de Lausanne voit un sombre avenir pour l'Espagne :

Le gouvernement a appelé à son service les jeunes marxistes et les milieux des Asturies, ceux qui ont été dévoués aux affreux massacres de 1934. S'il est victorieux, il restera sous la coupe de ces dangereux auxiliaires. L'état révolutionnaire le conduira au communisme ; ce sera le triomphe de Moscou.

Si les rebelles l'emportent, la dictature militaire s'établira dans le sang et sur des ruines. Elle aura apparemment l'appui, dans son œuvre de relèvement, de la fraction la plus saine du pays ; mais elle devra compter aussi avec les partis vaincus qui continueront à travailler une propagande sournoise. Pauvre Espagne ! les beaux jours sont encore lointains.

Un ami des bolcheviks

Trouvé, dans *L'Ère Nouvelle*, cette dépêche de Moscou, qui terminera cette revue de la presse par une note générale :

Moscou, 23 juillet. — M. André Gide séjournait depuis quelques jours à Tiflis où il prend contact avec la jeunesse soviétique.

Il longtemps vécu en France, a-t-il déclaré, mais on ne m'a jamais accordé autant d'attention qu'en ce pays où je suis connu, aimé et où mes livres ont été lus.

Ingrat ! peut-on dire à M. André Gide. Mais si la jeunesse soviétique lui plait tant, s'installera-t-il à Moscou ?

90 personnes empoisonnées par du chameau

Le Caire, 24 juillet. — Quarante-vingt personnes du village de Matanah, près du Caire, ont été empoisonnées par de la viande de chameau avariée. Dix d'entre elles ont succombé. (Haus)

La Semaine Sociale réfute le communisme en droit et en fait

Les cardinaux Verdier, Suhard et Baudrillart participent aux travaux

Versailles, 23 juillet. — La journée d'aujourd'hui s'est ouverte par une messe pour la Paix, pour la Paix chrétienne qui n'entend ni récompenser ni même encourager les convolités des violents. Et aussi bien l'éminent évêque qui, qui parle, S.E.Mgr Beauzárt eut-il soin de rappeler sur ce point la doctrine immuable de l'Eglise : amour réel et sincère du chrétien pour tous les hommes, ses frères, mais aussi amour spécial, amour de « préférence », pour la Patrie qui lui a donné la vie.

On a également évoqué la grande salle des séances, 23 juillet.

Emile, cardinal Baudrillart, entouré de douze évêques ou prélates, pour une forte intéressante leçon du R.P. Villain, directeur-adjoint de l'Action Populaire.

Les lecteurs de *L'Echo de Paris* se souviennent (nous l'avons reproduit intégralement) de la condamnation motivée que portait récemment le centre d'études et d'action sur l'occupation des usines.

Nous avons entendu, jeudi matin, une réfutation non moins forte du communisme.

Cet aménagement nouveau de la vie temporelle, dit le P. Villain, est « une doctrine d'origine allumée, repensée et appliquée par les serviteurs russes et à son point de départ dans le manuel historique ». (Come exécution, cela n'est pas mal.) Bien entendu, ce système nouveau substitue radicalement ses solutions à celles de toutes les doctrines antérieures : la nature de l'homme, la destinée, la famille, la religion, l'Etat, le bouleverse tout hardiment, enviré d'un messianisme que le P. Villain indique comme spécifiquement russe, mais qui est servi par une méthode, une technique, un génie d'adaptation vraiment extraordinaires.

C'est là, du reste, à notre avis, ce qui constitue le caractère proprement démocratique de la révolution bolchévique.

C'est la aussi, que l'on trouve son caractère permanent pour les civilisations non-nordiques et sur ce point, le P. Villain met courageusement en garde les pays comme la France qui mèstement la force d'expansion du communisme et qui le croient impossible chez eux.

N'est-on pas dès la même chose de la veille et scellée Espagne, où maintenant Moscou fait flamber les églises, où naufrage il écarteait les prêtres et les faisaient brûler vifs ? Sachons par conséquent méditer cette conclusion du P. Villain : « En France, une sorte de mystique du bonheur sert au communisme moyen d'expansion. Cette mystique est totalement inconciliable avec le catholicisme ».

Voilà qui est net et, espérons-le, sera compris.

Catholicisme et civilisation

Avec Mgr Briens de Solages, le jeune et brillant recteur de l'Université catholique de Toulouse, qui étudie le catholicisme et la civilisation, nous nous questionnons sur les hautains, ni l'actualité ni les hautes œuvres.

La civilisation, en substance,

apartient à tout ce qui temporel, puisqu'elle s'occupe de l'aménagement le mieux possible, mais elle l'aménage pour des hommes qui ont une destinée surnaturelle. Elle est un « cadre » pour la vie spirituelle ; elle doit donc se conformer aux fins de cette vie, — et c'est pourquoi toutes les civilisations temporales qui s'accordent avec les principes du christianisme, si diverses et particulières qu'elles soient, constituent ce que notre grand Pape Pie XI a souvent appellé la civilisation chrétienne.

Ces civilisations ne sont pas nécessaires.

Elles doivent être réalisées, depuis hier. Et la

situation qui toujours jusqu'à présent par devoir, par sagesse, par sentiment de son honneur, a gardé sa neutralité dans de tels conflits intérieurs, où vraiment elle n'a rien à faire, la France gouvernementale s'est fait payer la livraison au Front populaire espagnol de deux trains entiers de munitions qui ont roulé toute cette nuit vers Marseille.

Elle s'est fait payer les fusils, les mitrailleuses et les canons.

Elle s'est fait payer les avions, sans

oublier les obus à gaz asphyxiants qui vont être déversés par tonnes dans les populations innocentes, dont l'espérance que cette attaque sera pourra arrêter encore les nationalismes espagnols dans leur course irrésistible sur Madrid.

Un tel acte commis par le gouvernement Blum ou nom de la France n'est pas seulement honteux ; il est stupide.

Car en admettant même qu'une moitié de l'Espagne soit déjà soviétisée, ce qui est faux, l'autre résiste et défend sa chance de nation libre. A-t-on, chez Blum et chez Cot que leur passion conduit et qu'elle trompe, a-t-on calculé que la victoire des nationalismes espagnols n'est plus impossible et que si ces derniers triomphent avant trois jours, ils seront en droit de considérer notre pays comme leur propre ennemi ?

Et si, par malheur, des difficultés nous tombent du côté de l'Est, seuls nous devons desormais d'immobiliser six divisions à la frontière pyrénéenne, pendant qu'en Lorraine une agression boursouflée réclamerait notre effort !

Un silence éloquent

A remarquer que la presse de gauche était muette, d'un bout à l'autre, sauf *La République* que nous avons citée, sur la livraison d'armes au gouvernement espagnol. Ce silence est un aveu.

Pauvre Espagne

La Gazette de Lausanne voit un sombre avenir pour l'Espagne :

Le gouvernement a appelé à son service les jeunes marxistes et les milieux des Asturies, ceux qui ont été dévoués aux affreux massacres de 1934. S'il est victorieux, il restera sous la coupe de ces dangereux auxiliaires. L'état révolutionnaire le conduira au communisme ; ce sera le triomphe de Moscou.

Si les rebelles l'emportent, la dictature militaire s'établira dans le sang et sur des ruines. Elle aura apparemment l'appui, dans son œuvre de relèvement, de la fraction la plus saine du pays ; mais elle devra compter aussi avec les partis vaincus qui continueront à travailler une propagande sournoise. Pauvre Espagne ! les beaux jours sont encore lointains.

Un ami des bolcheviks

Trouvé, dans *L'Ère Nouvelle*, cette dépêche de Moscou, qui terminera cette revue de la presse par une note générale :

Moscou, 23 juillet. — M. André Gide séjournait depuis quelques jours à Tiflis où il prend contact avec la jeunesse soviétique.

Il longtemps vécu en France, a-t-il déclaré, mais on ne m'a jamais accordé autant d'attention qu'en ce pays où je suis connu, aimé et où mes livres ont été lus.

Ingrat ! peut-on dire à M. André Gide. Mais si la jeunesse soviétique lui plait tant, s'installera-t-il à Moscou ?

90 personnes empoisonnées par du chameau

Le Caire, 24 juillet. — Quarante-vingt personnes du village de Matanah, près du Caire, ont été empoisonnées par de la viande de chameau avariée. Dix d'entre elles ont succombé. (Haus)

LES SPECTACLES DANS LES THÉÂTRES

Informations

A L'OPERA. — (Théâtre Sarah-Bernhardt). — C'est demain samedi que les différents services de l'Opéra prendront possession des locaux du Théâtre Sarah-Bernhardt.

Un autre heure aura lieu sur place l'ouverture du bureau de location pour les premiers spectacles, samedi 1^{er} août : *Thésia*; mardi 4^{août} : *Rigoletto*; jeudi 6^{août} : *Roméo et Juliette*. Places de 3 fr. à 20 et 25 francs.

A LA COMÉDIE-FRANÇAISE. — Ce soir dans *Le Jalousie*, de M. Sacha Guitry. Escalier, j'ouvrirai pour la première fois à Comédie-Française le rôle de Marcellin Lésignac, qu'il a déjà interprété, aux côtés de l'auteur, au Théâtre de la Madeleine. Il sera entouré par MM. Alexandre, Le Marchand, Le Goff, Echourin ; Mines Devoyod, Gabrielle Roche, Marcelle Gabarra et Denise Clair (qui sera pour la première fois Henriette Vélibert). On commencera par *La Paix chez soi*, que joueront pour la première fois les deux premiers prix nouvellement engagés : M. Robert Manuel et Mme Denise Clair.

A L'OPERA. — (Théâtre Sarah-Bernhardt).

Un autre heure aura lieu sur place l'ouverture du bureau de location pour les premiers spectacles, samedi 1^{er} août : *Thésia*; mardi 4^{août} : *Rigoletto*; jeudi 6^{août} : *Roméo et Juliette*. Places de 3 fr. à 20 et 25 francs.

A LA COMÉDIE-FRANÇAISE. — Ce soir dans *Le Jalousie*, de M. Sacha Guitry. Escalier, j'ouvrirai pour la première fois à Comédie-Française le rôle de Marcellin Lésignac, qu'il a déjà interprété, aux côtés de l'auteur, au Théâtre de la Madeleine. Il sera entouré par MM. Alexandre, Le Marchand, Le Goff, Echourin ; Mines Devoyod, Gabrielle Roche, Marcelle Gabarra et Denise Clair (qui sera pour la première fois Henriette Vélibert). On commencera par *La Paix chez soi*, que joueront pour la première fois les deux premiers prix nouvellement engagés : M. Robert Manuel et Mme Denise Clair.

A L'OPERA. — (Théâtre Sarah-Bernhardt).

Un autre heure aura lieu sur place l'ouverture du bureau de location pour les premiers spectacles, samedi 1^{er} août : *Thésia*; mardi 4^{août} : *Rigoletto*; jeudi 6^{août} : *Roméo et Juliette*. Places de 3 fr. à

Cours financiers étrangers
DU 22 JUILLET

PARIS

NOMBRE DE TITRES
(Comptant et Terme cumulés)
achetés à la Bourse du 23 Juillet 1936

3 000 222.700 4 0/0 1917 24.650 4 0/0
1918 188.900 5 0/0 1918 amort. 70.370
4 0/0 1923 82.900 4 1/2 0/0 1932 (A, et B),
1.740.770 Oblig. Trésor 4 0/0 1932 (A, et B),
Oblig. Trésor 4 0/0 1934 1.221; Bon Trésor
5 0/0 1934 1.016; Banque 4 1/2 0/0 1934
3 0/0 10 10.005 French 7 1/2 0/0 1921 (en dollars capital), 19.700; French
7 0/0 1924 (en dollars capital), 20.000; Banque
de Paris, 889.800; Banque 1924 (en dollars
capital), 235; Crédit Lyonnais 649; Sun
capital, 235; Distribution Électricité anc.
142; Lens, 1.273; Marles, 322; Nickel, 288;
Penarroyo, 2.181; Cie Française Pétroles
170; Régie Nationale des Usines, 176; Rhône
355; Saint-Gobain, 170; Air Liquide, 729; Peugeot, 120; Raffineries Say,
296; Terres Rouges, 946; Young 5 1/2 0/0
1930, 448; Turc 7 1/2 0/0 1933 1^{er} et 3^{er}, 551;
Central Mining, 149; Géode Mine, 529;
Rio, 2.246; 1/10 Royal Dutch, 1987; 1/10th
act. Amsterdam Rubber, 281; Kali Sainte-
Thérèse, 243; Crédit National 1919, 932;
Crédit National 1923 1^{er} et 2^{er}, 1.073; Crédit National
1923 1^{er} et 2^{er}, 1.451; 5 0/0 1921 (6 Grandes
Réseaux), 1.427.

NEW-YORK

NEW-YORK. — Call Money, c. m. 1; Cables Transfers, 501 27/32; Change sur Paris, vue 661 1/4; Aitchinson Topeka, 83; Canadian Pacific, 13; New-York Central, 40; Union Pacific, 10; Canadian National, 210; American Can, 134 1/8 ex; American Shipping, 86; American Telephone, 170 1/8; American Tobacco, 103 3/4; American Copper, 88; Bethlehem Steel, 55 1/2; Consolidated Edison, 4 1/2; Cott & DuPont de Nemours, 164; Electric Bonds et Share, 24 3/4; General Electric, 42 3/8; General Motors, 70; Kennecott Copper, 44 1/4; Montgomery Ward, 44 1/2; Radio Corporation, 12 1/8; Standard Oil, New-Jersey, 63 1/2; U. S. Steel Common, 64 3/4; Westinghouse Electric, 133 1/2; Nombre de titres traités, 1.400.000.

LONDRES

LONDRES, 23 juillet. — L'allure du marché a été moins uniformément ferme et les affaires ont été plus calmes dans la plupart des compartiments. Les titres les plus favorisés ces temps derniers se sont ressentis de quelques prises de bénéfices. La vente des actions industrielles et Minières d'Or n'a accusé quelque irrégularité. Par contre, les Fondes Anglaises et les Sociétés anglaises locales ont encore progressé.

LONDRES, 23 juillet. — Fonds d'Etat, calmes. — Consolidé 1/2 0/0 1924 21 7/7.
4 1/2 0/0 11 1/2 0/0 France 1/2 0/0 1921 21 7/7; Argent.
4 1/2 0/0 23 3/4 0/0 1917 21 5/8; Argentin.
4 0/0 1930 97 3/4; Brésil 1893, 17 1/4 Chine 4 1/2 0/0 103; Egypte Unifiée, 105.
Emprunt Young 5 1/2 0/0 1930 31 1/2; Italie, 3 0/0 1921; Japon 4 1/2 0/0 1899 51; Portugal 3 0/0 84; Russie 1906 3/4; Suisse 1; Espagne extérieure 4 0/0, 56; Turc 7 1/2 0/0 2 1/2.

Valeurs américaines, abondantes, échangées. — Commerce, 83; Canadian Pacific, 12 7/8; U. S. Pacific, 125; American Tel. & Tel., 169 1/2; Generals Motors, 69 1/2; U. S. Steel, 62 3/8.

Valeurs anglaises, calmes. — Banque d'Angleterre, 374; London Midland Scot., 29; City-Western, 48; Imperial Tobacco, 118 1/2 1/2; British Caledon, 10 1/2; Courtaulds, 49 1/2; Impérial Chemical, 39 1/2; Unilever, 38 1/2; Vickers, 32 1/2; Mines, 6 1/2; Standard Oil, 110; Goldfields, 92 1/2; Randmines, 182 1/2; Sulfur Nigéria, 12 1/8; De Beers, 8 9/16; Jagersfontein, 1 3/16; Rio Tinto, 14; Tharsis, 51/3.

Valeurs françaises. — Anglo-Persian, 84 4/12; Mexican Eagle, 25 1/2 1/2; Royal Dutch, 37; Shell, 5.

Caoutchoucs, calmes. — Malaca, 27/6; Rubber Trust, 32; Sennah Rubber, 29 1/2.

Chênes. — Sur Paris, 7594; New-York, 5026; Belgique, 29745; Berlin, 12470; Espagne, 3665; Hollande, 73875; Italie, 6362; Suisse, 15365; Rio sur Londres, 2 23/32; Valparaíso, 12; Lourdes, manque; Buenos-Aires sur Londres, 1822.

Métaux précieux. — Argent comptant, 19 5/8; 2 mois, 19 5/8; Or, 138 1/2.

BERLIN

BERLIN, 23 juillet. — Les affaires sont plus calmes et dès l'ouverture le marché se mettra à l'estimation en se faisant un rafraîchissement, note sur les Bourses et sur les titres Industriels. Mais ce rafraîchissement ne peut s'étendre au reste de la côte et la clôture se fait sur une note irrégulière.

FAILLITES

Jugements du 22 juillet

Fournier (Paul-Emile), ayant exploité deux fonds de commerce de boucherie, à Bois-Colombes (Seine), 31, rue Mertens et au Pré-Saint-Gervais (Seine), 46, Grande Rue, J. c. M. Guilleminot, S. p. M. Fré, mort.

Djelkavorian (Archag), fabricant de chaussures à Paris, 89, Rue des Couronnes (J. c. M. Baroche, S. p. M. Lefèvre).

Les Tennis couverts Mirabeau (Société créée au capital de 25 000 francs), exploitation de tennis. Siège à Paris, 17, rue de Remusat et succursale à Ville-d'Avray, 30 bis, rue de Sévres. J. c. M. Vermus-Bernot, S. p. M. Germain.

Migot (Georges), fabricant de savon sous le dénomination de « Savonnerie de la Varenne », à la Varenne-Saint-Hilaire (Seine), 37, avenue du Moulin. J. c. M. Plot, S. p. M. Bellenger.

LIQUIDATIONS JUDICIAIRES

Jugements du 22 juillet

Société anonyme de Participation et d'Entreprises Commerciales (A.P.E.C.) (capital: 100 000 francs), commerce de chaussures, Siège à Saint-Denis (Seine), 69, rue de la Brèche. J. c. M. Baroche, L. p. M. Pissavy.

1^{er} Veule, A. Lambert, et fils (Société au capital de 100 000 francs), commerce de chaussures, bretelles, chemise, lingerie et bonneterie. Siège à Paris, 157, rue du Temple, avec atelier, 19, rue Frédéric-Lemaître et réserves même ville, et 9, rue Poitevin. — 2^{me} Veule, A. Lambert (sous Mainz-Hermann), 4, rue Vincennes, 7, rue Vilboces-Mareuil; 3^{me} Lambert (Paul), à Paris, 6, rue Saint-Hubert. J. c. M. Guilleminot, L. p. M. Lefèvre.

CHEMINS DE FER P.O.-MIDI

TRAIN
DU
TOUR DE FRANCE
(Col du Tourmalet)

Départ de Paris-Orsay :
25 juillet, à 22 h. 25

JOURNÉE du 26 à LORDES

Le 27 juillet :
De Lourdes au Tourmalet
et retour en autocar

Passage du Tour de France

PRIX DU VOYAGE :

1^{re} classe et ouvert

Billets valables 3 jours

2^{me} classe : 230 frs

3^{me} classe : 165 frs

(Retour individuel par les trains du service régulier)

REENSEIGNEMENTS AUX GARES ET AGENCES
P. O. - MIDI

CHEMINS DE FER DE L'ETAT

Excursions à prix réduits
du Dimanche 26 Juillet
au départ de Paris

Lisieux, 35 fr.; Rouen, 25 fr.; Trouville-Deauville, 40 fr.; Dieppe, 30 fr.; Le Havre, 50 fr. (Retour du Havre et Rouen par la Seine Maritime).

WEEK END

(départ le samedi 25 juillet)
Le Havre (La Hève), 100 fr. (prix forfaitaire).
Le Havre (Hôtel Frascati), 210 fr. (prix forfaitaire).

Renseignez-vous aux Bureaux de Tourismes de Paris-Saint-Lazare et Paris-Montparnasse.

*Retour d'Age
chez les deux sexes.*

Après la Quarantaine, les HORMONES DU PEYROUX, indispensables aux Hommes aussi bien qu'aux Femmes, stimulent les sécrétions (devenues insuffisantes) des glandes endocrines, régularisent la circulation en diminuant la tension artérielle, combattent le flétrissement de la Vue, de l'Oeil, des Forces, de la Mémoire et les défaillances de la Puissance Génésique empêchant ainsi le Vieillissement Prématuré et prévenant les Accidents du Retour d'Age. Le flacon pour Hommes ou Femmes 18.50 dans les bonnes pharmacies et aux Laboratoires Dupeyroux, 5, rue Lanceraux, Paris Echanillon et brochure sur demande.

INFORMATIONS ET CONCERTS PAR T.S.F.

Programme du samedi 25 juillet

RADIO-PARIS (1.643 m. 2). — 7 h. : Ninon (Tost); Ninon, void le jour (Bénéch); 23 h. 45 : Chansonnier. — 24 h. : Dançant. — 23 h. 45 : Chansonnier. — 24 h. : Dançant.

FECCAMP (Radio-Normandie, 265 m. 5). — 7 h. : Disques. — 8 h. : Cavalcade, 19 h. : Orchestre. — 10 h. : Marches. — 11 h. : Opérettes. — 12 h. 15 : Concerts. — 16 h. 45 : Emission enfantine. — 17 h. 15 : Disques. — 19 h. : Concert. — 21 h. : Opérettes : Parade d'amour (Schertinger); La Cocarde de Mimi Pinson (Goulier fils); La Bohème (G. Verdi); Roméo et Juliette (G. Verdi); Mademoiselle Nitouche (Hervé); Le domino noir (Albert), etc. — 22 h. : Café-concert.

LILLE (247 m. 3). — 7 h. 45 : Disques. — 12 h. 40 : Disques. — 13 h. 15 : Toulouse. — 14 h. 15 : Heure. — 15 h. 15 : Gymnastique. — 16 h. : Le retour du mari. — 17 h. : Princesses ; De grand matin me suis levé ; Les Cloches de Nantes ; Les Cloches de Vendôme ; Qu'il est doux d'aimer. — En revenant des noces ; La légende de la roue à la valse (Weber) ; Suite pastorale (Lacome) ; Jota aragonaise (Saint-Saëns) ; La chanson des horloges (Poulenc). — Vous êtes si jolie (Delmet), 11 h. : L'Hommie à Alger (Rossini) ; Vale des Patineurs (Waldeufel). — 18 h. : L'Ecole des Aegypiens (Peirce) ; Ballerina (Fradette) ; Le Roi s'amuse (Delibes). — 19 h. : Causerie agricole. — 12 h. 15 : Heure. L'invitation à la valse (Weber) ; Suite pastorale (Lacome) ; Jota aragonaise (Saint-Saëns) ; La chanson des horloges (Poulenc). — Vous êtes si jolie (Delmet), 11 h. : L'heure enfantine. — 16 h. : Concert du Conservatoire de Fontainebleau. — Ariette de la Vieille Europe (Poulenc). — 17 h. : Chansons de la guerre (Dielmann) ; Concerts. — 18 h. 45 : Informations. — 19 h. : Concert (Dandelot) ; Chanson (Ravel) ; Guiton-Lazot ; Complainte de Notre-Dame (Bourgogne) ; Guilleme (Emma) ; Chanson des gardes (Cordier) ; Chanson de l'Amour (Delanois) ; Complainte de Notre-Dame (Bourgogne) ; Guilleme (Emma) ; Chanson des gardes (Cordier) ; Chanson de l'Amour (Delanois) ; Xango (Vieira) ; Granadina El Vito (Nin) ; Xango ; Berceuse brésilienne (Lobos) ; En genho (Braga) ; Et ti (Filippi) ; Amuri, Amuri (Saldero) ; Tamborim. — 17 h. 30 : Revues. — 18 h. : Causerie. — 19 h. : Danse. — 20 h. : 30. Les plus beaux yeux du monde, très actes de Jean Sarmant. — 22 h. : Danse.

LYON-LA DOUA (463 m.). — 11 h. : Toulouse. — 12 h. 15 : Marseille. — 14 h. : Discos. — 15 h. 30 : Comédie. — 16 h. : Discos. — 18 h. 30 : Jazz. — 19 h. : Discos. — 20 h. : 30. Les plus beaux yeux du monde, très actes de Jean Sarmant. — 22 h. : Danse.

LYON-RADIO (215 m. 4). — 11 h. : Opéras et opérettes-comiques. — 12 h. 45 : Concerts. — 13 h. 15 : Mélodies. — 18 h. : Discos. — 19 h. 30 : Comédie. — 20 h. : 30. Extraits de films. — 20 h. : 30. Discos. — 21 h. 45 : Concerts. — 22 h. 45 : Danse.

STRAUBING (288 m. 2). — 7 h. 30 : Discos. — 12 h. 15 : Orchestre. — 14 h. 45 : Discos. — 15 h. 30 : Danse. — 16 h. 45 : Récital de piano. — 17 h. 15 : Récital de piano. — 18 h. 30 : Tour de France. — 19 h. 45 : Chanson hippique. — 20 h. : Mélodies. — 21 h. : Danse.

RENNES-BRETAGNE (288 m. 6). — 7 h. 30 : Discos. — 12 h. 15 : Orchestre. — 14 h. 45 : Discos. — 15 h. 30 : Danse. — 16 h. 45 : Récital de piano. — 17 h. 15 : Récital de piano. — 18 h. 30 : Tour de France. — 19 h. 45 : Chanson hippique. — 20 h. : Mélodies. — 21 h. : Danse.

RADIO-TOULOUSE (328 m. 6). — 7 h. 30 : Discos. — 12 h. 15 : Orchestre. — 14 h. 45 : Discos. — 15 h. 30 : Danse. — 16 h. 45 : Récital de piano. — 17 h. 15 : Récital de piano. — 18 h. 30 : Tour de France. — 19 h. 45 : Récital de piano. — 20 h. : 30. Discos. — 21 h. 45 : Concerts. — 22 h. 45 : Danse.

GARD (215 m. 4). — 7 h. 30 : Discos. — 12 h. 15 : Orchestre. — 14 h. 45 : Discos. — 15 h. 30 : Danse. — 16 h. 45 : Récital de piano. — 17 h. 15 : Récital de piano. — 18 h. 30 : Tour de France. — 19 h. 45 : Récital de piano. — 20 h. : 30. Discos. — 21 h. 45 : Concerts. — 22 h. 45 : Danse.

STRASBOURG (249 m. 2). — 7 h. 30 : Discos. — 12 h. 15 : Orchestre. — 14 h. 45 : Discos. — 15 h. 30 : Danse. — 16 h. 45 : Récital de piano. — 17 h. 15 : Récital de piano. — 18 h. 30 : Tour de France. — 19 h. 45 : Récital de piano. — 20 h. : 30. Discos. — 21 h. 45 : Concerts. — 22 h. 45 : Danse.

RADIO-TOULOUSE (328 m. 6). — 7 h. 30 : Discos. — 12 h. 15 : Orchestre. — 14 h. 45 : Discos. — 15 h. 30 : Danse. — 16 h. 45 : Récital de piano. — 17 h. 15 : Récital de piano. — 18 h. 30 : Tour de France. — 19 h. 45 : Récital de piano. — 20 h. : 30. Discos. — 21 h. 45 : Concerts. — 22 h. 45 : Danse.

DEUTSCHLAND-GERMANY (1.571 m.). — 12 h. 45 : Trieste en ré maître (Stresser). — 13 h. 30 : Musique militaire. — 14 h. 45 : Danse. — 15 h. : Concerts. — 16 h. 30 : Information. — 17 h. 15 : Récital de piano. — 18 h. 30 : Concert. — 19